

Unité inter-départementale des Hautes-Pyrénées et du Gers  
DREAL Occitanie - Unité inter-départementale 65-32  
Cité administrative  
10 rue de l'Amiral Courbet  
65017 Tarbes Cedex 09

Tarbes, le 12/01/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 03/12/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **KNDS**

13 bis chemin des poudrières  
65000 Tarbes

Références : 2025-0368\_Dp  
Code AIOT : 0006802521

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 03/12/2025 dans l'établissement KNDS implanté 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes. L'inspection a été annoncée le 26/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le contexte de l'action nationale " Gestion des premières heures d'un incident ou accident" - volet "Prélèvements environnementaux".

Dans le cadre de la mise en œuvre du plan d'action dit « post-Lubrizol », un ensemble d'évolutions réglementaires ont été menées en 2020 et 2021 pour mieux anticiper une situation accidentelle.

Le retour d'expérience des actions régionales d'inspection des plans d'opération interne (POI) montre que certaines dispositions ne sont pas encore suffisamment prises en compte pour faire face à un incendie de grande ampleur, notamment concernant la mise en œuvre des premiers prélèvements environnementaux.

Le volet « prélèvements environnementaux » de l'action nationale a pour objectif de s'assurer que la réflexion sur les premiers prélèvements environnementaux a bien été engagée et que les dispositions figurant dans le POI répond aux exigences réglementaires.

Pour mémoire, les premiers prélèvements environnementaux englobent à la fois les prélèvements et les analyses effectués au plus tôt après le début de l'incendie, à l'intérieur et à l'extérieur du site, pour qualifier la signature chimique des émissions dans les zones impactées, ou supposées l'être, par l'évènement.

Par ailleurs, le POI doit indiquer les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès le permettent, y compris les moyens matériels et humains et les méthodes de prélèvement et d'analyses adaptées aux substances à rechercher ; ces éléments doivent être intégrés au POI des établissements Seveso seuil haut, au plus tard le 30 juin 2025.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- KNDS
- 13 bis, Chemin des Poudrières BP 1446 65000 Tarbes
- Code AIOT : 0006802521
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Le site KNDS se situe au Nord-Est de l'agglomération de Tarbes. Il est spécialisé dans la production d'explosifs primaires et la réalisation de composants ou objets pyrotechniques. Il accueille également un service d'étude et de développement. Le site est soumis à autorisation et classé Seveso Seuil Haut pour la fabrication et le stockage de produits explosifs. L'exploitation du site est réglementée par l'arrêté préfectoral du 17 juillet 2001.

**Thèmes de l'inspection :**

- AN25 Prélèvements envtx

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la

- précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
1	Mise à jour du POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
2	Réalisation d'exercice POI	Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Liste des substances recherchées et milieux associés	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
4	Stratégie de prélèvement	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Personnels	Arrêté Ministériel du	Demande de justificatif à	3 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
	compétents	26/05/2014, article 5	l'exploitant	
6	Liste des produits de décomposition	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
7	Réexamen de l'étude de dangers	Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98-II	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection a permis de constater que l'exploitant dispose d'un plan d'opération interne (POI) mais que la fréquence de mise à jour de celui-ci n'est pas respectée. Des travaux récents ont également été engagés afin d'intégrer la prise en compte des premiers prélèvements environnementaux en situation accidentelle, notamment par l'élaboration d'une procédure spécifique.

Toutefois, il ressort de l'inspection que le POI actuellement en vigueur ne comporte pas encore l'ensemble des dispositions requises relatives à ces prélèvements, en particulier concernant l'organisation opérationnelle des mesures hors site, la désignation et la contractualisation d'un tiers intervenant, ainsi que certaines précisions techniques (plages de mesure des équipements, modalités de stockage et d'accès au matériel).

Par ailleurs, si des actions de formation du personnel sont prévues par l'exploitant, celles-ci n'avaient pas encore été mises en œuvre à la date de l'inspection.

En conséquence, l'inspection demande à l'exploitant de procéder à la mise à jour de son POI dans les délais prescrits, d'y intégrer l'ensemble des éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux, de formaliser le recours à un tiers pour les mesures hors site et de justifier de l'avancement puis de la finalisation de cette contractualisation. L'exploitant est également invité à engager les actions de formation prévues afin d'assurer une mise en œuvre opérationnelle et efficace des dispositifs en cas de situation accidentelle.

À ce stade, il n'est pas proposé de mise en demeure. Néanmoins, en cas de non-respect des délais de réponse aux demandes formulées dans le présent rapport, une proposition de mise en demeure sera transmise au préfet.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Mise à jour du POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<b>Prescription contrôlée :</b>

Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite d'inspection, le dernier POI transmis à l'Inspection des installations classées datait de février 2020. L'exploitant a toutefois communiqué une version plus récente de ce document par courriel en date du 3 décembre 2025.</p> <p>Ce POI, référencé YR/POI/001-2012 ind. H, a été révisé en juin 2025. Il est constaté que la périodicité de mise à jour du POI n'a pas été respectée.</p> <p>La prochaine échéance de mise à jour est donc fixée à juin 2028. Néanmoins, le POI actuellement en vigueur ne comportant pas les éléments relatifs aux premiers prélèvements environnementaux (cf. point de contrôle n°3), une mise à jour devra être réalisée au plus tard le 31 mars 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, au plus tard le 31 mars 2026, une version révisée de son POI, intégrant :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dès lors que les conditions d'accès aux milieux le permettent ;</li> <li>- la précision, dans le plan d'opération interne, des substances recherchées dans les différents milieux ainsi que la justification du choix de ces substances et des milieux concernés.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

## N° 2 : Réalisation d'exercice POI

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 27/09/2020, article R. 515-100
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Respect des fréquences réglementaires
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Ce plan est établi avant la mise en service. Il est testé à des intervalles n'excédant pas un an et mis à jour à des intervalles n'excédant pas trois ans.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant a réalisé un exercice POI/PPI le 21 avril 2023, dont le compte rendu a été transmis à l'Inspection des installations classées.</p> <p>Par ailleurs, un exercice POI inopiné s'est tenu le 7 juin 2024 dans le cadre d'une inspection inopinée des installations classées ; il a donné lieu à un rapport de l'Inspection des installations classées en date du 1er juillet 2024.</p> <p>L'exploitant indique que le prochain exercice est prévu en 2027. Toutefois, un exercice d'évacuation était programmé pour la fin de l'année 2025. L'inspection rappelle à l'exploitant que le POI doit être testé à des intervalles n'excédant pas un an.</p> <p>La fréquence de mise à l'épreuve du POI n'est pas conforme aux exigences réglementaires.</p>

<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>
L'inspection demande à l'exploitant de programmer rapidement un exercice POI en 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 3 : Liste des substances recherchées et milieux associés**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :</li> <li>- les substances recherchées dans les différents milieux et les raisons pour lesquelles ces substances et ces milieux ont été choisis ; [...]</li> </ul> <p>Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le POI actuellement en vigueur, référencé YR/POI/001-2012 ind. H et révisé en juin 2025, ne comporte pas les dispositions relatives aux premiers prélèvements environnementaux. Toutefois, l'exploitant a élaboré une procédure spécifique afin qu'elle soit jointe au POI, une fois validée. Cette procédure, établie par BURGEAP et intitulée « <i>Procédure en cas d'émissions de substances toxiques</i> », est datée de décembre 2025. Elle sera intégrée en annexe du POI. Elle a été élaborée sur la base d'une étude BURGEAP référencée APSO.Poo20-R01-v02, en date du 10 décembre 2025. La liste des substances à rechercher a été définie conformément au document technique DT n°126 pour les produits chimiques stockés et fabriqués sur le site, ainsi qu'au guide de l'INERIS OMEGA 16, mis à jour en 2022, pour les conditionnements de type palettes, GRV et les différents carburants stockés sur le site.</p> <p>Les substances identifiées pour le site sont les suivantes : CO<sub>2</sub>, CO, HCl, HBr, HF, SO<sub>2</sub>, HCN, NO<sub>x</sub>, HAP, COV, dioxines, furanes, PCB, métaux, poussières (TSP) et aldéhydes.</p> <p>La procédure comprend une fiche de prélèvements et de mesures précisant notamment le nombre de coups à effectuer pour chaque tube réactif, ainsi que l'ensemble des informations à renseigner (heure, localisation du point de prélèvement, concentration mesurée, etc.).</p> <p>La procédure, qui devra être jointe en annexe du POI, présente, sous forme de tableau les substances à rechercher, les matrices associées (air ou surfaces), les techniques de prélèvement retenues (sacs Tedlar®, tubes colorimétriques, analyseurs électrochimiques portables, lingettes), ainsi que le caractère immédiat ou différé des résultats. Le cas échéant, les méthodes d'analyses en laboratoire sont également précisées (GC-MS, ICP-MS ou HRGC-HRMS).</p>

Pour les polluants gazeux, la procédure précise également le seuil olfactif, la valeur limite d'exposition professionnelle sur 15 minutes (VLEP 15 min) et sur 8 heures (VLEP 8 h). L'étude BURGEAP n'appelle pas de remarque de la part de l'Inspection des installations classées. De même, la liste des substances recherchées et des milieux associés figurant dans la procédure destinée à être intégrée au POI ne soulève aucune observation de la part de l'Inspection.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'Inspection des installations classées, au plus tard le 31 mars 2026, une version révisée de son POI, intégrant :

- les dispositions permettant la réalisation des premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, dès lors que les conditions d'accès aux milieux le permettent ;
- la précision, dans le plan d'opération interne, des substances recherchées dans les différents milieux ainsi que la justification du choix de ces substances et des milieux concernés.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 4 : Stratégie de prélèvement**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Contenu POI

**Prescription contrôlée :**

Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :

- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise :  
[...]
- les équipements de prélèvement à mobiliser, par substance et milieux ;
- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.

L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. [...]

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

La procédure décrit les modalités opérationnelles de réalisation des prélèvements et des mesures,

<p>sur site et hors site, depuis le début jusqu'à la fin de l'événement. Elle précise également la répartition des interventions entre les mesures effectuées par l'exploitant et celles réalisées par un tiers mandaté par celui-ci.</p> <p>L'exploitant indique qu'à ce jour, aucun tiers n'a encore été désigné ni contractualisé pour la réalisation des mesures et des analyses.</p> <p>En conséquence, la procédure destinée à être intégrée au POI devra être modifiée afin d'y inclure les éléments relatifs au tiers qui sera missionné par l'exploitant, notamment pour la réalisation des mesures hors site (coordonnées, informations à transmettre, délais d'intervention, équipements de protection individuelle nécessaires à la réalisation des prélèvements).</p> <p>Par ailleurs, la plage de mesure des analyseurs portatifs et des tubes à lecture directe devra être précisée.</p> <p>Enfin, le lieu de stockage des dispositifs de mesure devra être clairement identifié, soit dans le POI, soit dans la procédure associée.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>La procédure destinée à être intégrée au POI devra être modifiée afin d'y intégrer les éléments relatifs au tiers qui sera missionné par l'exploitant pour la réalisation des mesures hors site (coordonnées, informations à transmettre, équipements de protection individuelle nécessaires à la réalisation des prélèvements). Elle devra également préciser la plage de mesure des analyseurs portatifs et des tubes à lecture directe, le lieu de stockage de ces équipements ainsi que, le cas échéant, les conditions d'accès associées.</p> <p>L'exploitant justifie auprès de l'Inspection des installations classées, au plus tard le 30 juin 2026, de la contractualisation avec un tiers pour la réalisation des mesures hors site. Il justifie également, au plus tard le 31 mars 2026, de l'état d'avancement de cette démarche (par exemple, transmission d'un devis signé de prestataire).</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

#### N° 5 : Personnels compétents

<p><b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Actions nationales 2025, Contenu POI</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Pour les établissements visés par l'article L. 515-32 du code de l'environnement, le plan d'opération interne comprend notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- les dispositions permettant de mener les premiers prélèvements environnementaux, à l'intérieur et à l'extérieur du site, lorsque les conditions d'accès aux milieux le permettent. Le plan d'opération interne précise : [...]</li> <li>- les personnels compétents ou organismes habilités à mettre en œuvre ces équipements et à analyser les prélèvements selon des protocoles adaptés aux substances à rechercher.</li> </ul> <p>L'exploitant justifie de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements dans des</p>



délais adéquats en cas de nécessité. Les équipements peuvent être mutualisés entre plusieurs établissements sous réserve que des conventions le prévoyant explicitement, tenues à disposition de l'inspection des installations classées, soient établies à cet effet et que leur mise en œuvre soit compatible avec les cinétiques de développement des phénomènes dangereux. Dans le cas de prestations externes, les contrats correspondants le prévoyant explicitement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées ;

Annexe V - i) [...]Ce point est applicable aux plans d'opération interne ou à leurs mises à jour postérieurs au 1er janvier 2023.

**Constats :**

L'exploitant prévoit la formation d'une partie de son personnel à l'utilisation des équipements de mesure et à la réalisation des prélèvements en situation accidentelle.  
Toutefois, à la date de l'inspection, aucune formation n'avait encore été dispensée.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant justifie à l'inspection des installations classées, au plus tard le 30 mars 2026, de la disponibilité des personnels ou organismes et des équipements d'analyses dans des délais adéquats en cas de nécessité.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant

**Proposition de délais :** 3 mois

**N° 6 : Liste des produits de décomposition**

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 9

**Thème(s) :** Actions nationales 2025, Produits de décomposition

**Prescription contrôlée :**

La liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie, visée au c du 2 du I de l'annexe III est adressée au préfet lors de l'élaboration, de la révision ou de la mise à jour d'une étude de dangers, et lorsque cette étude est soumise au réexamen visé à l'article R. 515-98, au plus tard le 30 juin 2025. Le plan d'opération interne est mis à jour dans le même délai.

- c du 2 du I de l'annexe III : iii) Comportement physique ou chimique dans les conditions normales d'utilisation ou dans les conditions accidentelles prévisibles.

En particulier, postérieurement au 1er janvier 2023, l'étude de dangers ou sa mise à jour mentionne les types de produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie important, incluant le cas échéant les contributions imputables aux conditions et aux lieux de stockage (contenants, bâtiments, etc.). Ces produits de décomposition sont hiérarchisés en fonction des quantités susceptibles d'être libérées et de leur toxicité, y compris environnementale. Des guides méthodologiques professionnels reconnus par le ministre chargé des installations classées peuvent préciser les conditions de mise en œuvre de cette obligation et, le cas échéant, de ses conséquences sur le plan d'opération interne.

<p><b>Constats :</b></p> <p>La version en vigueur de l'étude de danger (EDD) ne comporte pas la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie. L'exploitant aurait dû transmettre avant le mois de mars 2025, la notice de réexamen de son EDD et la mise à jour ou la révision de son EDD (cf. point de contrôle n°7).</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 mars 2026, la mise à jour ou la révision de son EDD, incluant la liste des produits de décomposition susceptibles d'être émis en cas d'incendie.</p> <p>L'absence de transmission dans les délais de la notice de réexamen fera l'objet d'une proposition de mise en demeure au préfet.</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>
<p><b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p><b>Proposition de délais :</b> 3 mois</p>

**N° 7 : Réexamen de l'étude de dangers**

<p><b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 24/09/2020, article R.515-98-II</p>
<p><b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Etude de dangers</p>
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire.</p> <p>Lors du réexamen, l'exploitant recense également les technologies éprouvées et adaptées qui, à coût économiquement acceptable, pourraient permettre une amélioration significative de la maîtrise des risques, compte tenu de l'environnement du site. Il les hiérarchise en fonction, notamment, de la probabilité, de la gravité et de la cinétique des accidents potentiels qu'elles contribueraient à éviter et de leur coût rapporté au gain en sécurité attendu. Il se prononce sur les technologies qu'il retient et précise le délai dans lequel il les met en œuvre.</p> <p>[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'exploitant aurait dû transmettre avant fin mars 2025 une notice de réexamen de son EDD.</p> <p>L'exploitant s'est engagé à transmettre cette notice d'ici la fin du mois de janvier 2026. La mise à jour ou la révision de l'EDD pourra être transmise au plus tard le 31 mars 2026.</p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, au plus tard le 30 janvier 2026, la notice de réexamen de son EDD.</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées, au plus tard le 31 mars 2026, la mise à jour ou la révision de son EDD. Les paragraphes révisés ou mis à jour seront mis en évidence pour faciliter l'instruction des documents par l'inspection des installations classées.</p> <p>L'absence de transmission dans les délais des documents susmentionnés fera l'objet d'une</p>

proposition de mise en demeure au préfet.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant
<b>Proposition de délais :</b> 1 mois